HAL
open science

L'avenir démographique de l'Europe

Gérard-François Dumont

To cite this version:

Gérard-François Dumont. L'avenir démographique de l'Europe. Questions internationales, 2012, 57, pp.92-97. halshs-00782909

HAL Id: halshs-00782909

https://shs.hal.science/halshs-00782909v1

Submitted on 16 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'avenir démographique de l'Europe

Gérard-François Dumont *

*** Le recteur Gérard-François Dumont** est professeur à l'université de Paris-Sorbonne, directeur de la revue *Population & Avenir* (www.population-demographie.org), vice-président de l'Académie de géopolitique de Paris et administrateur de la Société de géographie.

Selon les deux lectures dominantes de l'évolution du monde actuel, celle du décentrement vers le Pacifique ou celle de la prépondérance inévitable de certains pays regroupés sous l'acronyme BRIICS (pour Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud), l'Europe apparaît peu présente, sinon par la Russie qui fait partie de ce groupe de pays. Cette quasi-absence de l'Europe peut-elle être mesurée par les évolutions démographiques ? L'analyse des spécificités actuelles de la population européenne permet d'engager une réflexion sur ses évolutions possibles.

Dans un monde dont la croissance démographique se poursuit, certes à un rythme ralenti, l'Europe, considérée dans son périmètre proposé par les statistiques courantes des Nations Unies, soit du Portugal à la Russie, présente une très forte spécificité démographique.

Le seul continent enregistrant plus de décès que de naissances

L'Europe est le seul continent où le nombre de décès est supérieur à celui des naissances. Pour la période 2010-2015, les données de la Division de la population des Nations Unies indiquent, en moyenne annuelle, 8,3 millions de décès en Europe pour 8 millions de naissances. La population de l'Europe diminuerait donc si elle ne recevait pas chaque année des immigrants qui compensent son déficit de naissances.

Comment expliquer qu'il y ait plus de décès que de naissances en Europe ? D'une part, la propension des couples et, donc, des femmes, puisque ce sont elles qui sont biologiquement les plus concernées, à avoir des enfants s'est fort abaissée. L'indice synthétique de fécondité de l'Europe est tombé de 2,65 enfants par femme au début des années 1950 à 1,6 au début des années 2010. Or, il faut rappeler que, compte tenu du niveau sanitaire de l'Europe, le chiffre qui permettrait le simple remplacement des générations, c'est-à-dire pour que cent femmes d'une génération soient suivies à la génération suivante, soit une trentaine d'années plus tard, par le même effectif de cent femmes, serait de 2,1 enfants par femme. En raison de l'affaiblissement de la fécondité, le nombre des naissances en Europe est d'un tiers moins élevé dans les années 2010 que dans les années 1950.

Dans la mesure où la fécondité se trouve durablement abaissée, puisque depuis 1975 nettement en dessous du seuil de remplacement des générations, l'Europe se trouve dans une situation qui peut être qualifiée d'« hiver

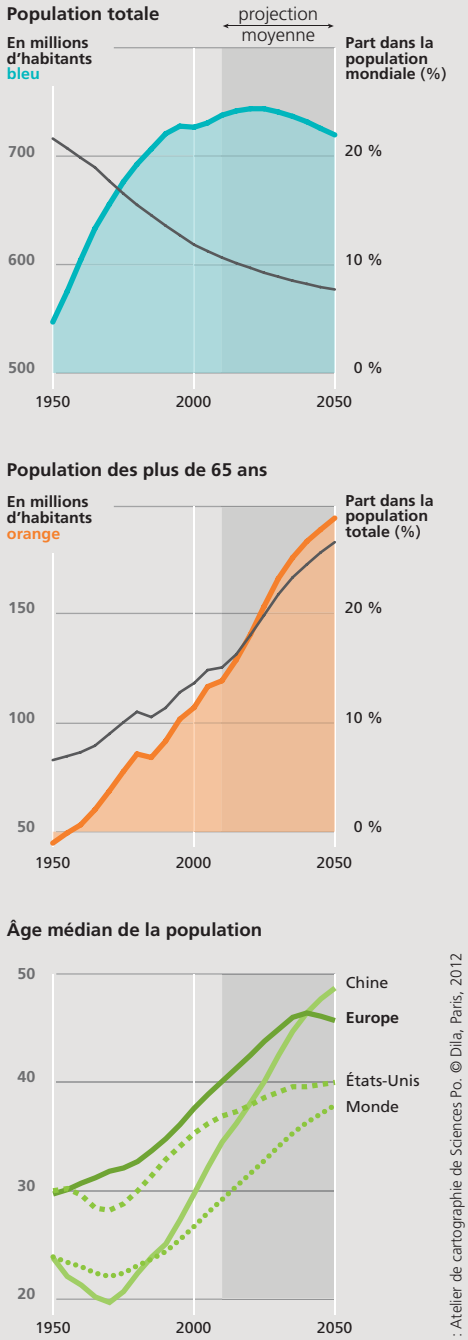
démographique[1]. » Mais ce dernier est fortement contrasté selon les pays. Il est inexistant au Kosovo, en Islande ou en Irlande, très faible en France, mais particulièrement intense dans les pays européens où la fécondité est inférieure d'un quart ou plus au simple remplacement des générations, comme l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, la Russie, l'Italie, l'Espagne ou les pays baltes. Si de telles différences perdurent, elles auront des conséquences en raison de ce qui peut être qualifié d'un « effet tir à l'arc » : en raison de la logique de longue durée en science de la population, des écarts aux conséquences limitées sur une courte période entraînent à terme des différences importantes.

Les facteurs explicatifs de la hausse des décès

Quant au nombre des décès, leur augmentation de 38 % entre le début des années 1950 et celui des années 2010 ne s'explique nullement par une détérioration des conditions de vie. Bien au contraire, les chances de continuer à vivre se sont accrues en Europe à tous âges et pour les deux sexes. Pendant la période concernée, le risque pour des nouveau-nés de mourir lors de leur première année de vie, ce que l'on appelle le taux de mortalité infantile, a considérablement baissé, passant de 73 décès pour mille naissances à 6,4. Les risques de décès pendant l'enfance ou l'adolescence comme ceux des femmes au moment de l'accouchement ou des suites de couches ont diminué dans des proportions encore plus élevées. En outre, depuis les années 1970, l'espérance de vie des personnes âgées connaît une forte progression, même si cette dernière est très inégale selon les pays européens et particulièrement basse pour les hommes dans les pays européens de l'ex-URSS[2].

Toutefois, bien que le nombre des décès en Europe se soit même trouvé contenu par l'augmen-

Démographie européenne
(1950-2050)



Source : UN, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *World Population Prospects, the 2010 Revision*, http://esa.un.org/wpp

Réalisation : Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dila, Paris, 2012

[1] Cette formulation, utilisée par exemple dans G.-Fr. Dumont *et alii, La France ridée* (Hachette, Paris, seconde édition, 1986), a depuis été reprise dans de nombreuses publications.
[2] Elzbieta Grzelak-Kostulska, Beata Holowiecka et Hanna Michniewicz-Ankiersztajn, « Europe : de grands écarts dans l'espérance de vie », *Population & Avenir*, n° 706, janvier-février 2012.

tation de l'espérance de vie des personnes âgées, plus le nombre de personnes âgées augmente et plus celui des décès est susceptible de s'accroître. La raison de l'augmentation du nombre de décès tient donc essentiellement à celle du nombre de personnes susceptibles de décéder puisque, selon la formule de Keynes, « à long terme, nous serons tous morts ». Or, le nombre de personnes de 65 ans ou plus est passé en Europe de 45 millions en 1950 à 119 millions en 2010.

En dépit de l'excédent des décès sur les naissances, la population de l'Europe continue très légèrement à augmenter depuis les années 1990, mais exclusivement en raison des apports migratoires, inégaux selon les pays. En additionnant son taux d'accroissement naturel négatif et son taux d'accroissement migratoire positif, nous obtenons un taux d'accroissement démographique total de l'Europe dans les années 2010 très faible, de l'ordre de 0,1 % par an. Il modifie à peine à la hausse le nombre d'habitants de l'Europe, qu'il faut plutôt considérer en stagnation dans une fourchette comprise entre 730 et 740 millions pour la décennie considérée, sauf événement géopolitique majeur déclenchant d'importantes vagues migratoires. Comme le taux moyen mondial d'accroissement total est 1,1 %, le poids démographique relatif de l'Europe dans le monde diminue.

En 1950, la population de l'Europe, 547 millions d'habitants, représentait plus de 21 % de la population mondiale. Elle était équivalente à celle de la Chine, avec 551 millions d'habitants, et dépassait largement la population de l'Afrique, avec 230 millions, et celle de l'Inde, avec 372 millions. Depuis, ces trois ensembles sont devenus milliardaires en nombre d'habitants, la Chine en 1985, l'Inde en 2000 et l'Afrique en 2010. En conséquence, le poids démographique relatif de l'Europe dans le monde s'est réduit de moitié, passant à 10,2 % en 2010.

La compréhension du système démographique de l'Europe du début des années 2010, caractérisé par un hiver démographique, tempéré par l'augmentation de l'espérance de vie en bonne santé et par des apports migratoires, offre l'indispensable base de connaissance permettant de réfléchir à l'avenir.

Les trois questions des projections

Projeter la population de l'Europe aux horizons 2030 ou 2050 se fonde sur la combinaison des réponses apportées à trois questions seulement.

Premièrement : **combien l'Europe comptera-t-elle de naissances ?** Le chiffre à projeter dépend de deux éléments : la fécondité à venir et le nombre futur de femmes en âge de fécondité. Ce dernier résultera en 2030 des naissances déjà survenues dans les années 1990 et 2000. Elles annoncent un nombre de femmes en âge de procréer en diminution pour les années 2030, sauf immigration massive dans cette tranche d'âge. Le nombre de naissances serait donc appelé à une forte baisse si la fécondité ne se relevait pas. La projection moyenne de l'ONU fait l'hypothèse d'une hausse progressive de la fécondité en Europe : de 1,59 enfant par femme en 2010 à 1,93 enfant par femme à l'horizon 2050.

La deuxième question concerne le **nombre futur de décès en Europe.** Il dépend de l'évolution de la composition par âge et de l'espérance de vie. Or, la composition par âge en 2030 ou 2050 relève pour une part d'une quasi-certitude. En effet, une partie des personnes qui habiteront l'Europe en 2030 est connue, puisque toutes les personnes qui auront plus de 18 ans en 2030 sont déjà nées. Concernant 2050, ce sont toutes les personnes comptant plus de 38 ans en 2050 qui sont déjà nées. Concernant l'espérance de vie à la naissance, l'hypothèse moyenne considère qu'elle continuerait à augmenter en Europe, passant de 76,5 ans au début des années 2010 à 82,3 ans au début des années 2050.

La troisième et dernière question concerne les **migrations**. Les hypothèses en la matière sont sans doute les plus difficiles à établir, compte tenu de la multiplicité des facteurs[3] expliquant les flux migratoires internationaux. Aussi, l'hypothèse moyenne se contente-t-elle de considérer que le solde migratoire de chaque pays serait semblable à ce qui a été constaté dans les années 2000.

[3] Vincent Moriniaux (dir.), *Les Mobilités,* éditions SEDES, Paris, 2010.

Vers une baisse de la population de l'Europe ?

Sous ces trois hypothèses, dites moyennes, l'avenir démographique de l'Europe risque de ne guère profiter de la loi du nombre[4], selon laquelle le poids géopolitique d'un territoire est notamment dépendant de son nombre d'habitants absolu et relatif. En effet, la population de l'Europe plafonnerait à 744 millions d'habitants dans les années 2020 pour ensuite diminuer à 719 millions en 2050. Comme, dans le même temps, la population dans le monde croîtrait jusqu'à 9,3 milliards, le poids démographique relatif de l'Europe dans le monde continuerait à s'abaisser à 7,7 % en 2050. À cette date, l'Inde, dont le nombre d'habitants n'était que de 68 % de celui de l'Europe en 1950, pourrait compter 1,7 milliard d'habitants, soit plus du double de l'Europe.

Un vieillissement certain

Une deuxième forte caractéristique de l'Europe tiendrait au vieillissement de la population, dont la mesure classique consiste à considérer la proportion des personnes âgées dans la population totale. Cette dernière augmenterait fortement, puisque les 65 ans ou plus, qui représentent 16 % de la population de l'Europe en 2010, passeraient à près de 27 % en 2050. La hausse de ce pourcentage serait le résultat des deux facteurs suivants : l'évolution de l'espérance de vie des personnes âgées, ce que l'on appelle le vieillissement « par le haut », et celle de la fécondité, ce que l'on appelle le vieillissement « par le bas ». C'est pourquoi il importe de considérer le chiffre absolu qui, lui, est indépendant de la fécondité future. Il met en évidence une considérable augmentation du nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus, phénomène qui pourrait être résumé par le néologisme de « gérontocroissance[5]. »

Effectivement, la gérontocroissance a vu le nombre des 65 ans ou plus doubler pendant la seconde moitié du XXe siècle, passant de 45 millions en 1950 à 102 millions en 2000. Pendant la première moitié du XXIe siècle, un nouveau doublement se produirait, de 102 millions à 194 millions en 2050. La gérontocroissance aurait évidemment des implications considérables en termes d'emploi des seniors, de système de retraite ou de dépendance. Concernant ce dernier point, même si la proportion des personnes âgées dépendantes a plutôt diminué, leur nombre est appelé à croître compte tenu de la gérontocroissance.

Une autre façon d'appréhender l'évolution du vieillissement en Europe consiste à considérer l'âge médian, âge qui représente le milieu de la répartition par âge de la population. Ainsi, en 2010, l'Europe a un âge médian de 40,1 ans, ce qui signifie que la moitié de la population a plus de 40,1 ans et l'autre moitié moins de 40,1 ans, alors que dans le monde l'âge médian est de 29,2 ans. Dans la première moitié du XXIe siècle, comme auparavant dans la seconde moitié du XXe siècle, l'âge médian en Europe serait nettement plus élevé que la moyenne mondiale, continuant de le dépasser de onze ans dans le premier tiers du XXIe siècle.

Les données et projections moyennes permettent de signaler trois éléments comparatifs. D'abord, l'âge médian, et donc le vieillissement de la population, est nettement plus faible aux États-Unis qu'en Europe, car la fécondité y est depuis les années 1990 supérieure d'un quart à celle de l'Europe. Ensuite, à compter de 2040, l'âge médian de la Chine, après une intense augmentation, deviendrait plus élevé que celui de l'Europe. Les raisons d'un tel effet de ciseaux entre les courbes de l'âge médian de la Chine et de celui de l'Europe sont multiples. En Chine, ce serait surtout les conséquences de la politique coercitive dite de l'enfant unique[6]. En Europe, ce serait la conséquence de la disparition progressive des générations relativement nombreuses nées lors du renouveau démographique de l'après-guerre et de la remontée de la fécondité retenue par hypothèse.

[4] G.-Fr. Dumont, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations,* Ellipses, Paris, 2007.

[5] G.-Fr. Dumont *et alii, Les Territoires face au vieillissement en France et en Europe,* Ellipses, Paris, 2006.

[6] G.-Fr. Dumont, « Le déficit des filles en Chine : vers un nouvel enlèvement des Sabines ? », *Monde chinois,* n° 15, automne 2008.

La baisse de la population active

La projection moyenne de la population de l'Europe souligne une autre caractéristique : la baisse de la population active. Comme la population active au travail peut dépendre du taux d'emploi, il est courant de considérer la population active potentielle que les banques de données présentent comme les 15-64 ans, même si ces bornes sont évidemment conventionnelles. Celles-ci permettent d'examiner l'évolution du nombre de personnes de cette tranche d'âge ainsi que celle du rapport de dépendance des personnes âgées, considéré, également conventionnellement, comme le rapport des 15-64 ans aux 65 ans ou plus.

La population active potentielle de l'Europe s'est constamment accrue des années 1950 aux années 2010, sous le double effet de l'arrivée aux âges d'activité des générations nées pendant le renouveau démographique de l'après-guerre et de l'arrivée d'immigrants appartenant majoritairement à cette tranche d'âge, qu'il s'agisse de l'immigration de travail, de l'immigration familiale ou des demandeurs d'asile. Mais les effets de l'hiver démographique font débuter dans les années 2010 une baisse continue de la population active potentielle selon la projection moyenne. Cette population passerait de 505 millions en 2010 à 425 millions en 2050, soit une diminution de 16 %. Une telle évolution représente un risque pour la compétitivité de l'Europe puisque, *ceteris paribus*, la création de richesses est dépendante des effectifs de la population active.

La combinaison de la gérontocroissance et de l'évolution de la population active potentielle conduit à la baisse du rapport de dépendance. Il est passé de huit personnes de 15-64 ans pour une de 65 ans ou plus en 1950 à 4,2 en 2010. Cette baisse a surtout résulté de l'augmentation de l'espérance de vie des personnes âgées puisque leurs effectifs, pendant cette période, étaient relativement amoindris par les conséquences des deux guerres mondiales. Pour la période 2010-2050, l'indice de dépendance s'abaisserait de 4,2 à 2,1. Une telle évolution résulterait de deux facteurs : l'arrivée à 65 ans de générations plus nombreuses et la poursuite de la hausse de l'espérance de vie. De telles projections interrogent sur la question des migrations de remplacement, phénomène souvent observé dans l'histoire et d'ailleurs existant dans l'Europe actuelle, mais à un niveau comptable insuffisant pour enrayer la baisse de la population active.

Toutefois, à nouveau, cette évolution de l'Europe dans son ensemble ne s'applique pas uniformément. Alors que la population active est projetée en forte diminution en Russie ou en Allemagne, elle ne baisserait ni en France ni au Royaume-Uni.

Quatre types d'avenir démographique

Les projections qui concernent l'ensemble de la population de l'Europe sont en fait très hétérogènes selon les pays, pour diverses raisons. D'une part, la situation de départ des pays européens n'est pas semblable par exemple en ce qui concerne la composition par âge des populations – ainsi l'Allemagne ou l'Italie de 2012 ont des proportions de personnes âgées plus élevées que celles de la France ou du Royaume-Uni. D'autre part, les indices synthétiques de fécondité en Europe s'établissent à des niveaux différents selon les pays. Même si l'hypothèse moyenne table sur une remontée dans tous les pays, c'est à partir de leur niveau de départ et en conservant partiellement les écarts initiaux entre les pays. En outre, les projections migratoires prolongent les taux des années 2000, en gardant la distinction entre des pays ayant eu une immigration significative, comme le Royaume-Uni ou la France, et d'autres pays à solde migratoire nul, comme la Pologne ou l'Ukraine.

En considérant les dix pays aujourd'hui les plus peuplés d'Europe, soit ceux qui comptent au moins 15 millions d'habitants, l'avenir démographique apparaît donc contrasté. Toujours selon l'hypothèse moyenne, une première distinction conduit à séparer les pays dont la population est projetée en augmentation et ceux dont elle est projetée en diminution. Mais, au sein de ces deux évolutions inverses, une analyse plus fine

met en évidence d'autres différences, conduisant à distinguer plusieurs types de pays.

Parmi la moitié des pays dont la population est projetée en diminution entre 2011 et 2050, la baisse la plus importante du nombre d'habitants, soit 16,6 millions, concernerait la Russie. Il importe de noter que, même selon les autres jeux d'hypothèses effectués, et notamment les hypothèses hautes, donc avec une meilleure fécondité et une amélioration plus grande de l'espérance de vie, la Russie perdrait des habitants. Outre la Russie, l'Allemagne perdrait 12,4 millions d'habitants, l'Ukraine 9,2, la Pologne 4,1 et la Roumanie 2,9. Les raisons des pertes de population de ces pays conduisent à distinguer deux groupes de pays. La baisse de la population de l'Ukraine, de la Pologne et de la Roumanie s'expliquerait à la fois par un solde naturel négatif – plus de décès que de naissances – et par un solde migratoire négatif. Quant au dépeuplement de l'Allemagne et de la Russie, il tiendrait exclusivement à leur fécondité affaiblie, engendrant un mouvement naturel négatif non compensé par un solde migratoire pourtant positif.

Les cinq autres pays faisant partie des dix les plus peuplés de l'Europe verraient croître leur population : le Royaume-Uni de 13 millions, la France métropolitaine de 9 millions, les Pays-Bas de 1,1, l'Espagne de 2,9 et l'Italie de 1,2. Là aussi, deux types se différencient. Au Royaume-Uni, en France et aux Pays-Bas, la croissance démographique serait portée à la fois par un mouvement naturel positif et un solde migratoire positif. En Espagne et en Italie, l'augmentation de la population s'expliquerait exclusivement par les apports migratoires, soit directement, soit indirectement, sachant que, comme « heureusement la migration ne rend pas stérile », la population immigrée, à la composition par âge jeune, contribue aux naissances.

Des changements dans la hiérarchie démographique

Si de telles projections se vérifiaient, c'est la hiérarchie démographique des pays européens qui s'en trouverait modifiée. Certes, la Russie resterait le pays le plus peuplé d'Europe, mais l'Allemagne reculerait au quatrième rang démographique derrière le Royaume-Uni, la France conservant son troisième rang. Dans la mesure où huit des dix pays considérés font partie de l'Union européenne, et dans l'hypothèse où la Russie et l'Ukraine resteraient à l'écart de cette organisation régionale, le système de décision au sein du Conseil européen, celui qui réunit les gouvernements, devrait être amené à évoluer de façon non négligeable. En effet, le traité de Lisbonne prévoit d'accorder au Conseil européen, pour les décisions pouvant être prises à la majorité qualifiée, un nombre de voix proportionnel à la population des pays. En conséquence, les droits de vote du Royaume-Uni et de la France [7] pourraient augmenter relativement tandis que ceux de l'Allemagne ou de la Pologne baisseraient.

Les projections démographiques moyennes envisagent donc des changements majeurs en considérant ce que l'on appelle en prospective les « tendances lourdes ». Mais les scénarios à venir ne seront peut-être pas ceux présentés ci-dessus, car des ruptures peuvent subvenir. Par exemple, la projection moyenne de l'ONU n'a pas encore pris en compte les effets de la crise actuelle qui modifient les évolutions migratoires, l'Espagne et la Grèce semblant redevenir des pays d'émigration et l'Allemagne accentuant son attraction migratoire.

Toutefois, la logique de longue durée des phénomènes démographiques inscrit pour l'avenir des quasi-certitudes qui débouchent sur deux questionnements majeurs pour l'Europe : comment exercer un rôle géopolitique significatif quand son poids démographique relatif dans le monde diminue considérablement ? Comment maintenir de la compétitivité dans un contexte de vieillissement accru de la population ? Ou, pour l'exprimer autrement, quels doivent être les axes géopolitiques d'une Europe vieillissante et en contraction démographique relative ? n

[7] L'augmentation du poids de la France serait également stimulée par la croissance démographique de ses départements d'outre-mer qui sont partie intégrante de l'Union européenne.